

Faut-il aimer l'Etat ?

Author : Jean Picq

Categories : [Politique](#)

Date : 4 novembre 2013

Il y a presque dix-huit ans, alors que le rapport que j'avais remis en juin 1994 au Premier ministre sur l'Etat en France avait été malheureusement enterré, j'avais résolu de prolonger le large débat public qu'il avait cependant provoqué en publiant un livre consacré à la nécessaire réforme de l'Etat. J'avais choisi pour titre cette surprenante injonction : « Il faut aimer l'Etat ». Quelle mouche m'avait donc piqué ? Serviteur de l'Etat, j'aurais pu me satisfaire d'un « Il faut aider l'Etat ». Chrétien engagé, j'aurais du m'en tenir au double commandement : « Il faut aimer Dieu et son prochain ». A dire la vérité, ce choix était le fruit de la lecture des *Devoirs de la politique allemande* de Karl Jaspers dans lequel le grand philosophe rapportait une conversation entre Max Weber et le juriste suisse Fritz Fleiner un soir de juin 1914. Au second qui affirmait : « Il faut aimer l'Etat », le sociologue avait répondu : « Quoi, ce monstre, il faudrait encore l'aimer ? ». A la réflexion, il eût été préférable de mettre ce titre volontairement provocateur entre guillemets pour rendre à Fleiner ce qui lui appartenait. C'eût à la fois été élégant et prudent. La perte de confiance en l'Etat était (et demeure) si forte que l'injonction était inaudible, irrecevable. Que n'ai-je entendu depuis sur mon amour de l'Etat ? J'y reviens donc aujourd'hui en m'interrogeant sur le bien-fondé de cette injonction.

En quelques mots judicieusement rapportés, le philosophe allemand résume à mon sens parfaitement la dialectique de l'Etat, tout à la fois organisation nécessaire pour permettre aux hommes de vivre ensemble (j'allais écrire un échafaudage qui étaye un immeuble menacé ici et là d'effondrement) et instrument politique toujours tenté par l'extension (jusqu'à décider de changer les heures d'été). Dans sa fonction de sauvegarde et de protection, il nous faut convenir que nous devons aimer l'Etat. Mais quand nous constatons les excès dont au nom de l'Etat on se rend capable, c'est plutôt la détestation du monstre qui nous étreint.

Karl Jaspers – qui écrivait ses *devoirs* au lendemain du nazisme et en plein débat sur la future constitution allemande – nous donne en fait une excellente matrice de jugement politique. Il avait en tête la république de Weimar et sa constitution (que Carl Schmitt, qui savait de quoi il parlait, qualifiait de « juridiquement parfaite mais de politiquement monstrueuse ») et insistait sur l'urgence d'une Loi fondamentale qui protège une communauté politique des excès du pouvoir. Il s'agissait dans son esprit d'organiser ce que nous appelons l'Etat de droit, un Etat encadré par le droit, c'est à dire au premier chef par les droits fondamentaux de l'homme. Mais il fallait aussi un Etat qui soit borné dans son extension. Car l'Etat, à l'initiative de ceux qui le dirigent, est toujours tenté de s'étendre au-delà de ce qui est nécessaire.

L'Etat de droit, fruit des conquêtes politiques et sociales de la longue histoire, nous devons l'aimer parce qu'il nous protège. C'est ce que le grand juriste suisse devait avoir à l'esprit. En revanche, l'Etat tenté de s'occuper de tout, de se saisir de tout (jusqu'à faire disparaître l'état de père et de mère), de s'affranchir des conventions internationales qu'il a signé (pour la liberté religieuse ou la liberté de circulation), nous devons lui signifier que sa violence rencontrera toujours la résistance des citoyens. Car l'envers de l'amour que les citoyens peuvent et devraient lui porter, c'est la perte de confiance en l'Etat, en ses dirigeants, en l'efficacité de son action. C'est la pire des situations. En sommes- nous très loin aujourd'hui ? Certes non, tant le désir immédiat de conquête du pouvoir occulte les exigences de vérité, de prudence et de sagesse qui devraient s'imposer pour bien gouverner. La dernière élection présidentielle restera à cet égard un parfait contre-modèle, le jugement sur le style et le caractère des candidats l'emportant dans la décision populaire sur la ratification des réformes qu'il eût été sage de proposer pour redresser un pays qui décroche. Rétablissement des comptes publics, refonte de l'Etat Providence, réforme de l'éducation. Les diagnostics sont partagés, reste l'essentiel : le discours et la méthode pour convaincre de s'y engager. C'est la responsabilité éminente du politique.

Mais la formule « Pas d'Etat sans citoyens » nous renvoie aussi à notre propre responsabilité. Si tant de chantiers urgents sont bloqués, c'est que les hommes politiques savent trop bien ce qu'il peut en coûter de réformer (a fortiori si on s'y prend mal !). Car l'un des malheurs de notre Etat réside dans la maxime « chacun pour soi, l'Etat pour tous » que la drogue de la dépense publique a réussi depuis cinquante ans à installer dans les esprits. La simple lecture de la liste des niches fiscales et sociales – qui contribuent à creuser les déficits – est à cet égard édifiante. Elle est le signe tangible des « prises » que les multiples corporations qui fragmentent la nation ont obtenu au cours des temps. L'égoïsme à l'œuvre dans la défense des seuls intérêts particuliers, la recherche de boucs émissaires, l'oubli de l'intérêt général, l'agressivité qui se manifeste dans la vie quotidienne sont devenus notre lot commun. Faute d'accepter un changement qu'on sait inévitable, on accuse l'Etat de tous les maux. Nous oublions ainsi qu'il n'est qu'un instrument entre nos mains. La noblesse de la politique réside dans la capacité à créer la confiance, à remettre une nation en mouvement en insistant sur ses atouts, en l'invitant à corriger ses faiblesses, en lui redonnant la fierté sans laquelle on ne peut rien construire. C'est à ce prix sans doute que l'on pourra alors dire : « Il faut aimer cet Etat qui est le nôtre ». Il est toujours permis d'espérer.